

# L'Europe face au retour du terrorisme d'Etat

L'Iran se cache très probablement derrière les attentats qui ont eu lieu ces dernières semaines dans plusieurs pays d'Europe. Cette campagne confirme le retour en grâce du terrorisme d'Etat comme instrument de politique extérieure.



Le 9 mars dernier, la rue Léon Frédéricq à Liège a été le théâtre d'une explosion près de la synagogue. - BELGA



## Carte blanche -

Par Thomas Renard, directeur de l'International Centre for Counter-Terrorism (ICCT, une fondation de recherche spécialisée, basée à La Haye), auteur de nombreux ouvrages sur le terrorisme et la lutte contre le terrorisme, conseiller pour la Commission européenne et pour Europol

Publié le 7/04/2026 à 14:27 | Temps de lecture: 2 min

**U**ne nouvelle campagne d'attentats frappe l'Europe. Depuis le 9 mars dernier, plusieurs bombes artisanales ont explosé à Liège, en Belgique, ainsi qu'à Rotterdam et Amsterdam, aux Pays-Bas. A Londres et Anvers, ce sont des véhicules qui ont été incendiés. Et enfin, d'autres attentats semblent avoir été déjoués de justesse, notamment à Paris. Au total, on dénombre déjà huit attaques, dont deux déjouées, en moins d'un mois.

Un groupe jusqu'alors inconnu a revendiqué ces attentats : Harakat Ashab al-Yamin al-Islamia (HAYI). Ce groupe est d'autant plus mystérieux qu'il n'a produit à ce jour aucun manifeste, ni émis de claires revendications politiques.

De nombreux éléments suggèrent que ce groupe pourrait être en réalité une façade pour des services étrangers, a priori iraniens. Les auteurs seraient recrutés en ligne, rémunérés pour commettre certaines actions et envoyer la vidéo aux commanditaires. Ces vidéos seraient ensuite éditées et publiées sur des chaînes Telegram pro-iraniennes, avec le logo du pseudo-groupe HAYI. L'enquête en cours, suivant l'arrestation de plusieurs individus en France, Belgique et Pays-Bas, permettra de valider cette hypothèse.

Si le rôle de l'Iran était confirmé, on pourrait alors parler d'une campagne de terrorisme d'Etat. L'objectif serait double. D'abord de viser les ennemis de l'Iran où qu'ils soient, comme le régime islamique l'a clamé publiquement. Principalement les dissidents exilés, la communauté juive, et les intérêts américains. Ensuite, rappeler aux gouvernements européens la capacité de nuisance iranienne. La faible intensité de ces actions – qui n'ont fait aucun blessé jusqu'à présent – suggère notamment qu'une montée en puissance serait possible si l'Iran le jugeait nécessaire, notamment suite à une implication européenne dans le conflit.

Quant aux auteurs des faits, il est probable qu'ils soient guidés par l'appât du gain plutôt que par l'idéologie. Ils ignorent très vraisemblablement l'identité de leurs commanditaires. L'intentionnalité terroriste n'est dès lors pas claire dans leur chef. Cependant, dans le contexte actuel et la forte médiatisation de ces incidents, peuvent-ils réellement ignorer le dessein terroriste qu'ils servent ? Ce sera à la justice de trancher.

## **Un schéma opérationnel éprouvé**

En matière de terrorisme d'Etat, l'Iran n'en est pas à son premier coup d'essai. Selon les données collectées par le chercheur Américain Matthew Levitt, l'Iran serait responsable de plusieurs dizaines d'opérations hybrides en Europe ces cinq dernières années, dont des assassinats et tentatives d'attentats. On se souviendra notamment de l'attentat à la bombe déjoué qui visait une réunion de l'opposition iranienne à Villepinte en 2018, dans lequel était impliqué un « diplomate » iranien. Au Royaume-Uni, le patron du MI5 a déclaré que son service avait déjoué pas moins de 20 incidents graves liés à l'Iran, rien qu'en 2025.

Pour mener ces opérations, l'Iran dispose d'un large éventail d'options, comprenant espions sous couverture diplomatique, cellules dormantes, « proxies » (notamment Hezbollah et Hamas), organisations criminelles avec lesquelles l'Iran a scellé un partenariat (notamment Foxtrot ou les Hells Angels), ou encore des « agents jetables » recrutés sur internet.

Ce répertoire d'actions n'est d'ailleurs pas l'apanage de l'Iran. Depuis plusieurs années, la Russie mène une campagne similaire d'opérations hybrides en Europe. L'ICCT a dénombré pas moins de 150 incidents en Europe, instigués par la Russie depuis le début de l'invasion de l'Ukraine en 2022. La plupart des ces incidents étaient de nature violente, comprenant des tentatives d'assassinat ou l'utilisation d'engins explosifs. D'autres incidents relevaient plutôt d'actes de sabotage ou de vandalisme, comme les opérations des « mains rouges » ou des « étoiles de David » graffées en divers endroits de France afin d'exacerber la désinformation et la polarisation.

Dans la très grande majorité des cas, les auteurs n'avaient aucun lien avec la Russie. Ils ont été recrutés en ligne pour des sommes d'argent très modiques. Bien que certains individus aient été impliqués dans plusieurs opérations, la plupart constituaient d'opportuns « agents jetables », avec un double avantage : pas cher, et offrant un vernis de déni plausible pour Moscou. Cette méthode éprouvée semble avoir inspiré l'Iran.

## **La résurgence d'un phénomène ancien**

Le terrorisme d'Etat, ainsi que le soutien de gouvernements à des organisations terroristes n'a rien de nouveau. Durant la Guerre froide, de nombreux gouvernements ont plus ou moins activement facilité le terrorisme, y compris en Europe. On peut citer l'exemple du soutien de la Libye à diverses organisations, allant des terroristes palestiniens aux indépendantistes irlandais. Mais les gouvernements européens, américains et soviétiques n'étaient pas en reste, comme l'a très bien démontré l'historien Adrian Hänni dans son livre *Terrorism in the Cold War*.

Néanmoins, avec la fin de la Guerre froide, le phénomène du terrorisme d'Etat était quelque peu tombé en désuétude. Certes, la question revenait de temps en temps à l'agenda, notamment à travers le soutien de l'Iran pour ses « proxies ». Mais l'attention européenne étant complètement captée par l'omniprésente menace djihadiste, il restait peu d'attention disponible pour ce phénomène.

Voici donc le problème qui se réimpose à nous, sous une forme nouvelle. Nous vivons une période géopolitique hautement volatile, qui se caractérise par une redistribution des rapports de force à l'échelle internationale, par un accroissement des conflits et des tensions inter-étatiques, ainsi que par une reconfiguration des alliances. Dans ce contexte, le terrorisme d'état devient un instrument de politique extérieure attrayant pour certains gouvernements, surtout lorsqu'il se couvre de déni plausible. Il permet d'atteindre et d'affaiblir ses adversaires, à moindre coût économique, politique et stratégique.

Nul doute, dès lors, que ce phénomène ne soit pas près de s'arrêter. Il revient aux différents services compétents de prioriser cette matière, et de développer de nouvelles réponses en matière de prévention, de dissuasion, de détection et de poursuites.

---